

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Acquisition Branch, STAMS, ITSPD / Direction
générale des acquisitions, SGAST, DASIT
Computer Hardware Division
Div. de l'équipement informatique
Place du Portage, Phase III, 4C2
11 Laurier Street/11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Lecteur de codes à barres	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-130237/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-130237	Date 2015-07-23
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EJ-313-28952	
File No. - N° de dossier 313ej.24062-130237	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-08-10	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Leclerc, Jean	Buyer Id - Id de l'acheteur 313ej
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0973 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1156
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

LA PRÉSENTE MODIFICATION DE L'INVITATION A POUR BUT:

1. De prolonger la date de clôture de l'invitation;
2. D'apporter les modifications à la demande de soumissions indiquées à la section A; et
3. De répondre aux questions soumises par les soumissionnaires à la section B.

=====

===

LA DATE DE CLÔTURE SUR LA PAGE COUVERTURE DE L'INVITATION NO. 24062-130237/A EST PROLONGÉE:

Du: 24 juillet 2015

Au: 10 août 2015

=====

===

SECTION A - MODIFICATIONS À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

M6. Partie 2 - Instructions à l'intention des soumissionnaires, le sous-article 2.4(a)(iii).

Supprimer: Limite pour la troisième série de questions: dans son intégralité.

Insérer: Limite pour la troisième série de questions: 29 juillet 2015.

=====

===

SECTION B - QUESTIONS ET RÉPONSES

Q27. (Annexe A, 2.1 a vi) Vous avez établi une solution, mais pas de ratio. La résolution est QVGA, ce qui est la norme pour plusieurs ordinateurs. Les ordinateurs portatifs modernes fonctionnent souvent par connexion VGA et sont capables d'utiliser des logiciels provenant d'une application QVGA. Certains modèles comptent des écrans dont le ratio n'est pas standard. Cela signifie que ce logiciel est « verrouillé » pour les machines et ne peut pas être transféré facilement. Vous assurerez-vous de la compatibilité future en exigeant des VGA ou QVGA standards pour éviter d'être obligé de travailler avec un fabricant ou un modèle particulier?

R27 : Les spécifications fournies ont été indiqués comme des exigences minimales. S'il devrait y avoir une solution qui utilise une plus grande résolution que ce qui a été indiqué, il sera considéré comme conforme.

Q37. Suite aux modifications apportées aux questions et réponses, nous aimerions obtenir d'autres précisions concernant la question 35.

Question :

Le Conseil du Trésor a fourni la réponse suivante à la question qui suit :

Q35. Le logiciel proposé doit-il être certifié sur le réseau des SP-ROC pour être jugé conforme? S'il n'est pas conforme, le SCT envisagerait-il d'éliminer cette exigence?

R35. Le logiciel doit être certifié sur le réseau de TI du SCT. S'il n'est pas conforme, il ne sera pas envisagé.

Nouvelle question

Le SCT peut-il préciser si le logiciel sera certifié par le SCT durant la phase de mise à l'essai après la sélection du soumissionnaire retenu ou le logiciel doit-il être certifié sur le réseau SP-ROC avant la présentation de la soumission?

R37 : La vérification se fera après la sélection du plus bas soumissionnaire.

RE : ANNEXE A – PARTIE 2

Notre entreprise installe des systèmes de gestion des biens depuis plus de 15 ans, et des systèmes d'identification par radiofréquence (IRF) depuis plus de 10 ans. C'est un fait accepté que l'on a exagéré les avantages de l'IRF, et nous avons rencontré des clients qui nous ont fait part de leur déception concernant leur première expérience à l'égard de l'IRF. Nous souhaitons vous offrir un système qui répond entièrement aux attentes, mais pour pouvoir le faire, nous avons besoin de nettement plus d'information que celle contenue dans ce document. Nous voulons éviter de vous fournir un système qui répond entièrement aux spécifications d'IRF énoncées, mais qui ne satisfait pas aux besoins du monde réel du point de vue de la rapidité, de la simplicité et de l'absence d'erreurs au moment de la collecte et de la gestion des données. C'est pour cette raison que nous nous sentons obligés de vous poser un certain nombre de questions détaillées.

Q38. Renvois aux sections suivantes :

2.2 (a) Exigences concernant le logiciel

(i) « La solution logicielle doit permettre... le transfert de données entre le lecteur de codes à barres et d'IRF et le poste de travail utilisant Windows du SCT ».

(ii) « au moins 40 champs dans le système SAP »

et

2.3 Les sections a et b prévoient l'utilisation du « format Windows standard (p. ex., les formats .txt, .doc, .xls, .csv) »

et

Modification 1 - A26 – « jusqu'à 18 000 fichiers »

À la lecture de ce qui précède, nous avons un certain nombre de préoccupations si l'on veut que nous proposons une solution viable sur le terrain offrant des taux raisonnables de transfert des données. On peut supposer que, dans le cadre du transfert des plus gros fichiers, il sera nécessaire de transférer de 10 à 20 méga-octets (Mo). Alors que vous avez mentionné la technologie de compression (R26), afin de pouvoir utiliser cette technologie pour le transfert des données, il serait nécessaire soit de faire intervenir un outil de compression des données standard qui existe déjà dans l'environnement du SCT/Microsoft Office, soit d'inclure un utilitaire de gestion des données qui est compatible avec l'appareil portatif qui transfère ou accepte les données.

Tandis que 20 Mo n'est peut-être pas énorme selon les normes d'aujourd'hui, sans compression, ce transfert risque de nécessiter plus de temps qui serait acceptable aux yeux de l'utilisateur d'un appareil

portatif. Par ailleurs, cela soulève aussi des questions concernant les échecs de transmission, la correction d'erreurs et la retransmission des données, etc.

Une des leçons que nous avons apprises dans le cadre de la livraison de systèmes similaires est que les utilisateurs d'ordinateurs de poche ne tolèrent pas très bien les lents temps de réponse. Or, un aspect clé est l'acceptation du nouveau système par les utilisateurs. Les êtres humains tendent à être résistants au changement, et si le temps de réponse est lent, particulièrement dans le contexte du transfert des données, ils risquent d'hésiter à adopter la nouvelle technologie. Nous avons fixé de strictes limites pour les temps de transfert et d'autres fonctions, en nous basant sur notre expérience de ce que les utilisateurs considèrent comme acceptable. Avez-vous fixé des paramètres précis pour vos essais qui vous permettront de vous assurer que les temps de réponse tombent dans des limites acceptables?

Nous aimerions obtenir quelques directives détaillées concernant la solution globale envisagée en réponse à ces questions, et tenant compte également des trois prochaines questions. Nous souhaitons obtenir des précisions à propos des aspects suivants :

- Détails concernant les champs dans le système SAP (c.-à-d. longueur, type : date, nombre, texte, booléen, devise, etc.) afin que nous soyons mieux en mesure de définir l'étendue de la solution.
- Explication plus détaillée de la vision du SCT concernant le fonctionnement entièrement autonome des appareils portatifs – n'y aura-t-il aucun « système centralisé » assurant le partage des données ou y aura-t-il un quelconque utilitaire de coordination? (Voir les questions à ce sujet.)

R38 : Nous n'avons pas fixé des paramètres précis pour le transfert des données entre le système SAP et les appareils portatifs. Le temps de transfert n'a pas été une préoccupation, étant donné que l'extraction d'un entier inventaire ministériel du système SAP en un fichier .TXT ne prend pas plus que 30 secondes, inclut approximativement 12 000 fichiers et a une taille de 1,1 Mo en format .TXT et occupe jusqu'à 40 champs. Dans de nombreux cas, un échantillon des biens sera extrait pour un immeuble ou un étage particulier. Étant donné qu'il n'y a pas plus de 18 000 biens dans un ministère donné faisant l'objet du suivi, cela n'a pas été une source d'inquiétude.

Détails concernant le nombre minimum requis de champs :

- Numéro de l'équipement (texte et chiffres; longueur de 18 caractères)
- Emplacements fonctionnels (texte et chiffres; longueur de 44 caractères)
- Centres de coût (texte et chiffres; longueur de 7 caractères)
- Lieu (texte et chiffres; longueur de 7 caractères)
- Pièce (texte et chiffres; longueur de 8 caractères)
- Champ de tri (texte et chiffres; longueur de 32 caractères)
- Installation (texte et chiffres; longueur de 4 caractères)
- Fiche d'article (FA); (texte et chiffres; longueur de 32 caractères)
- Section de l'installation (texte et chiffres; longueur de 3 caractères)
- Indicateur ABC (texte et chiffres; longueur de 18 caractères)
- Code à barres (texte et chiffres; longueur de 18 caractères)
- État de l'article (boîte déroulante comportant 4 options)
- Fabricant (texte et chiffres; longueur de 32 caractères)
- Numéro de série du fabricant (texte et chiffres; longueur de 44 caractères)
- Numéro de série (texte et chiffres; longueur de 18 caractères)
- Bien (texte et chiffres; longueur de 8 caractères)

Nous ne nous attendons aucunement à ce que cette solution fonctionne de façon autonome. Comme il est précisé dans le Plan d'essai de la solution, on procédera à une grande variété de mises à l'essai situationnelles à caractère fonctionnel. Pour ce qui est de la transférabilité des fichiers, cette question est également abordée; on précise qu'un transfert manuel du fichier de l'appareil au poste de travail sera nécessaire.

Q39. Faisant suite à ce qui précède, un autre sujet de préoccupation lié au transfert des données est le caractère délicat des données du SCT. Vous avez mentionné les connexions sans fil ainsi que les connexions au moyen de ports USB. Y a-t-il une exigence (particulièrement en ce qui concerne les éventuels transferts sans fil) d'assurer le chiffrement des données au moment du transfert et leur déchiffrement à leur destination? Dans l'affirmative, cela pourrait ajouter à la complexité de la solution et pourrait accroître la durée de transfert des données.

R39 : Aucun chiffrement n'est requis, puisque les données seront téléchargées et extraites dans un environnement Protégé B en tout temps.

Q.40 Le transfert dans un environnement où de multiples appareils portatifs sont utilisés peut être très complexe. Aussi bien les processus technologiques que les procédures opérationnelles normalisées doivent être harmonisées afin que les changements apportés aux données dans un appareil portatif particulier soient communiqués à tous les autres appareils portatifs qui devront vraisemblablement avoir accès aux données mises à jour. Plusieurs techniques sont nécessaires pour éviter que des résultats imprévus ne soient générés et que des données erronées ne soient pas entrées dans votre système SAP dorsal. Les mesures de vérification et de contrôle visant à assurer le transfert sans problème des données nécessitent généralement une quelconque fonction centralisée de « tenue des documents », de « gestion du registre » ou de « contrôle ». Comment voyez-vous l'inclusion de ce type de fonctionnalité à votre système souhaité?

R40 : Notre environnement SAP agira comme système principal afin d'assurer l'uniformité des données dans les différents ministères. Lorsqu'un appareil est amené à un endroit particulier, ses données pour le secteur seront téléchargées dans le lecteur au moyen de l'extraction du fichier approprié du système SAP. Il y a déjà des programmes clients qui facilitent la création du fichier et son interprétation subséquente lorsqu'il est retourné dans le système SAP. Ce système procède également à une vérification du changement apporté dans le fichier extrait, de sorte qu'une vérification de deuxième niveau doit être accompli avant que les modifications/ révisions finales soient appliquées aux données dans le système SAP.

Q41. Au sous-alinéa 2.3 (a) (i), on lit ceci : « ... doit inclure la capacité de téléverser des données en format Windows standard (.txt, .doc, .xls, .csv) de l'environnement Windows des postes de travail du SCT dans l'équipement de lecture des codes à barres et d'IRF du SCT. **Les fichiers ainsi téléchargés doivent être accessibles et utilisables immédiatement par la solution logicielle sans modification.** » A priori, il semble que la solution envisagée pour les appareils portatifs doit fonctionner en tant qu'éditeur Excel ou Word plutôt qu'en tant que programme logiciel autonome, probablement à partir d'une base de données. Cependant, les diverses exigences énoncées à l'alinéa 2.2 (a) semblent nécessiter une quelconque programmation sophistiquée qui ne serait pas facile à intégrer aux environnements Word/Excel standard sans d'importants ajouts logiciels ou des macros hautement interreliées, qui auraient tendance à causer un ralentissement. Nous aimerions obtenir d'autres éclaircissements à cet égard.

R41 : On a créé un programme destiné à être utilisé dans la version du système SAP au GC et qui a été développé spécifiquement pour la gestion des inventaires. Un fichier d'extraction sera fourni comme

échantillon au soumissionnaire retenu pour que sa solution puisse intégrer l'information contenue dans ce fichier. Le format de ce fichier sera en .TXT.

Q42. Les sous-alinéas 2.2 (a) (iii) (iv) (v) (vi) (vii) et quelques autres passages dans le document semblent suggérer que les listes déroulantes standard, les champs obligatoires, etc. devront être approuvés à un certain niveau administratif central. Même s'il serait peut-être possible d'accéder à chaque appareil portatif en même temps pour apporter les changements, cela pourrait causer des erreurs. Nous aimerions obtenir des précisions concernant les capacités administratives souhaitées par le SCT pour les appareils portatifs et comment cette exigence serait appliquée. Notre suggestion serait d'inclure l'administration à une quelconque fonction centralisée, mais cela nécessiterait probablement une approche différente faisant appel aux postes de travail du SCT (c.-à-d. qu'il faudrait inclure une application administrative pour les appareils portatifs aux postes de travail ou peut-être dans le Web).

R42 : L'attente est que toute amélioration apportée à l'interface utilisateur (IU) de suivi des biens dans les appareils portatifs soit administrée de façon centralisée pour l'ensemble des clients du SCT. L'installation des outils administratifs se ferait d'un point central dans le cas des utilisateurs désignés responsables des changements de maintenance et fonctionnels. La section traitant de la formation mentionne également cet aspect, puisqu'il sera nécessaire d'assurer la formation des employés du SCT responsables du développement continu de l'IU et du fichier d'interface.

Q43. Le sous-alinéa 2.2 (a) (vii) n'est pas clair en ce sens que nous ne savons pas quelles sont les exigences pour la saisie automatique des données par l'application. Pouvez-vous fournir des précisions?

- doit permettre au SCT d'enregistrer la date de chaque action et l'agent du SCT.

Cette phrase semble suggérer que le SCT peut désactiver cette capacité de suivi (qui est inhérente à notre système). Normalement, nous ne permettrions pas à un utilisateur, peu importe son niveau, de désactiver l'enregistrement lié à ce mécanisme fondamental de suivi à des fins de sécurité (bien que nous leur permettions d'être exclus des mécanismes de rapport au besoin). Pourriez-vous confirmer que cela ne signifie PAS que le SCT peut désactiver cette fonction? Ou s'il s'agit d'une fonction qui peut être désactivée, quel mécanisme proposez-vous d'instituer pour éviter que les utilisateurs « abusent » du système?

R43 : Nous le confirmons dans le sens qu'il n'est pas souhaitable de désactiver la fonctionnalité. L'identité de l'agent et le moment où il a apporté les changements seront enregistrés automatiquement.

Q44. Le sous-alinéa 2.2 (a) (vii) manque de clarté d'un autre point de vue : « y compris, sans s'y limiter » et « (p. ex., numérotation automatique) ». Il s'agit d'exigences ouvertes qui supposent l'inclusion d'une fonctionnalité non encore déterminée dont nous ne pouvons établir la portée et le prix sans disposer d'une définition plus stricte. Nous demanderions que le bout de phrase « sans s'y limiter » et le point C soient éliminés ou définis plus rigoureusement. Dans la même veine, le sous-alinéa 2.2 (a) (iii) précise « en ce qui concerne au moins 40 champs dans le système SAP ». Nous vous demanderions d'éliminer « au moins ».

R44 : Ces éléments ne seront pas éliminés; un exemple d'un « autre champ numérique » est fourni. Les trois exemples fournis sont des éléments obligatoires et leur but est d'illustrer la fonctionnalité que nous recherchons en ce qui concerne la solution logicielle. Le but principal du point (vii) est de « ...permettre au SCT de préciser des champs qui sont automatiquement attribués et insérés dans chaque enregistrement par l'application et qui sont protégés contre toute modification par un utilisateur non autorisé... » et les exemples fournis sont des exigences qui incluent, sans s'y limiter, ces cas particuliers. De façon générale, tout champ où de l'information peut être entrée automatiquement devrait offrir cette fonctionnalité ou un accès d'écriture/de modification.

Q45. Le sous-alinéa 2.2 (a) (xi) précise ceci : « doit permettre à l'agent du SCT de préparer des programmes d'extraction personnalisés ». Nous ne comprenons pas le sens du mot « programme » ou le but de la capacité d'extraction dans l'appareil portatif comparativement à la capacité d'extraction de votre base de données du système SAP. Pouvez-vous fournir des précisions?

R45 : Essentiellement, cette phrase a pour but de confirmer auprès du soumissionnaire retenu que nous avons l'intention de créer/maintenir un programme d'extraction dans le système SAP qui créera un fichier dont nous nous attendons qu'il pourra être interprété par la solution logicielle et l'appareil portatif.

Q46. 2.4 Langues officielles. Le libellé n'est pas clair pour nous. Notre système est bilingue et nous pouvons donc y inclure l'anglais et le français. Cependant, étant donné la taille limitée de l'écran de n'importe quel appareil portatif, on ne nous a jamais demandé d'afficher les deux langues à l'écran en même temps. L'approche que nous appliquons normalement est de permettre à chaque utilisateur de choisir la langue de son choix lorsqu'il entre en communication. Pourriez-vous confirmer que cette approche est acceptable?

R46 : Confirmé. La capacité de passer entre les deux langues officielles est acceptable. Nous admettons que l'inclusion des deux langues officielles à l'écran en même temps ne serait pas possible en raison de la taille et des dimensions réduites de l'écran et parce que les données doivent être clairement visibles.

Q47. Pièce jointe 4.1 - Partie 2 - 2.1(b) : « aucun risque relié à l'installation d'une application logicielle particulière au poste de travail du SCT » et 2.4 (b) (vi) « aucun risque inhérent relié à l'installation d'un logiciel dans un poste de travail du SCT ». Cela laisse entendre qu'aucun nouveau logiciel ne pourra être installé dans vos postes de travail à l'appui de cette application pour les appareils portatifs. Interprétons-nous ces bouts de phrase correctement – ou est-ce que cela signifie que tout nouveau logiciel installé dans le poste de travail ne peut pas créer des risques dans l'environnement de ce poste de travail?

R47 : Cela signifie qu'il faut éviter que l'installation d'applications liées aux appareils portatifs crée des risques de sécurité dans les postes de travail du SCT. Il faut éviter, par exemple, que les applications installées créent de la vulnérabilité dans les postes de travail du SCT.

Q48. Nous déduisons de la proposition qu'on a l'intention d'utiliser un logiciel qui existe déjà dans les postes de travail pour transférer l'information de l'ordinateur portatif au système dorsal. Si notre supposition est correcte, serait-ce aussi simple que le propose la description des mises à l'essai (c.-à-d. utilisation de Windows Explorer pour déplacer les fichiers manuellement)? Seriez-vous ouvert à l'idée d'utiliser des technologies de transfert/vérification/sécurité plus récentes et conçues spécialement à cette fin?

R48 : Toute nouvelle technologie introduite avec la solution devra être approuvée par la Direction de la sécurité de la TI du SCT et doit être compatible avec la configuration unique du système SAP. Cela signifie que toute application installée dans un poste de travail du SCT devra pouvoir transférer des fichiers à un environnement Citrix à distance. Jusqu'à présent, il n'y a aucune application qui répond à cette exigence, peu importe sa fonction. Une intervention manuelle s'impose donc. Les fichiers devront être transférés manuellement du poste de travail à un dossier où le système dorsal SAP pourra les extraire dans un lecteur de réseau à distance.

Q49. Lecture des marqueurs en IRF

Le choix du lecteur et du marqueur ne sont pas les principaux facteurs qui déterminent la fiabilité d'une lecture donnée dans le système d'IRF. D'autres facteurs comme l'orientation et la proximité de divers matériaux ont un effet plus important. Avec le temps, nous avons mis au point des protocoles qui améliorent considérablement la fiabilité de toute lecture. Y a-t-il des exigences dans le système

concernant des protocoles qui améliorent le taux de lecture brut? Y a-t-il des paramètres pour le compromis entre la durée de lecture et la fiabilité de lecture?

R49 : Il n'y a aucun protocole fixe ni paramètre défini pour la durée et la fiabilité de la lecture. Si le soumissionnaire retenu souhaite fournir ce type d'assistance, il serait le bienvenu.

Q50. Utilisation de l'ordinateur de poche. Dans la version modifiée, réponse 26, vous affirmez que jusqu'à 18 000 fichiers pourraient être sauvegardés dans l'appareil portatif à n'importe quel moment donné. L'intention est-elle que lorsqu'un fichier est transféré (manuellement?) de l'appareil portatif au poste de travail du SCT, il est supprimé dans l'appareil portatif? Est-ce que cela se fera manuellement ou est-il nécessaire d'inclure un genre d'utilitaire de purge? A-t-on envisagé d'utiliser la capacité complète fournie par un appareil portatif moderne pour maintenir un registre intelligent qui gérerait les fonctions de transfert, de stockage, d'archivage et autres? Ainsi, l'appareil portatif pourrait servir de mécanisme de sauvegarde naturel pour les données si des problèmes survenaient au poste de travail ou dans le serveur du SAP.

R50 : Oui, le fichier transféré devrait être supprimé du système. À n'importe quel moment, jusqu'à deux appareils fonctionneront simultanément pour nos clients. L'élimination du fichier se ferait manuellement au moment du transfert dudit fichier au poste de travail du SCT – il n'est pas nécessaire de prévoir un utilitaire de purge. Notre environnement SAP procède à des sauvegardes transactionnelles aux deux heures et du système complet, aux 24 heures, et il n'est donc pas nécessaire de disposer d'un répertoire additionnel au cas où il y aurait des problèmes. La notion d'un système indépendant de gestion des données a toutefois été envisagée; le système SAP accomplit cette tâche pour nous.

Q51. 2.5 Architecture (a) (ii) C. Pouvez-vous confirmer que vous avez besoin d'une capacité qui permet à certains utilisateurs individuels de modifier les caractéristiques des champs de données dans l'appareil portatif? Dans l'affirmative, on peut supposer alors que les changements apportés devront être communiqués au poste de travail du SCT et par l'intermédiaire du système SAP (par exemple, changement de la longueur d'un champ de texte de 12 à 15 caractères – le système SAP devra recevoir cette information et le changement devra ensuite être communiqué à tous les appareils portatifs qui utilisent les mêmes données). Nous pensons que nous interprétons peut-être mal cette exigence. Pourriez-vous fournir des précisions?

R51 : Confirmé. Le SCT doit pouvoir apporter les changements aux caractéristiques des champs à l'interne. Le même groupe qui apporte ces changements les apportera également dans le système SAP. Ainsi, les changements aux champs seraient apportés dans les scanners, mais la probabilité que cela se fasse est très peu élevée.

Q52. 2.5 Architecture (a) (iii) : « doit permettre au SCT d'installer facilement les mises à jour disponibles (c.-à-d. corrections de bogues, nouvelles versions de logiciels...) » Notre système est entièrement fonctionnel à cet égard, mais il est difficile pour nous de nous imaginer comment ce niveau de sécurité et de simplicité requis pourrait être mis en œuvre compte tenu de la nature des postes de travail existants au SCT. Pourriez-vous expliquer davantage votre perception de la manière dont cet élément fonctionnerait dans votre environnement de bureautique envisagé? Selon vous, faudrait-il inclure un utilitaire administratif? Les appareils portatifs devraient-ils avoir accès à un site Web assurant la mise à jour? Y aurait-il un quelconque autre mécanisme? Quel serait le niveau d'aptitude technique des utilisateurs des appareils portatifs pour le téléchargement de logiciels?

R52 : Notre attente est que notre groupe de la TI aurait facilement accès à toutes les révisions des logiciels. Puis, le groupe de la TI assurerait la mise à jour dans les postes de travail pertinents. Pas tous les postes de travail ont des applications liées à la solution. Il appartiendrait au ministère de surveiller la mise à jour de tout outil logiciel qui fait partie de la solution globale.

Q53. Est-ce que les appareils portatifs seront tous utilisés par la même organisation – devront-ils tous être personnalisés de la même façon (c.-à-d. utiliser exactement les mêmes formats de données)? Ou est-ce que chaque appareil portatif sera adapté individuellement (c.-à-d. formats de données éventuellement différents pour chaque unité)? – Ou y aura-t-il des groupes d'utilisateurs qui accéderont à différents ensembles de données (c.-à-d. de multiples ministères)?

R53 : De multiples ministères utiliseront cette solution. Leur configuration sera identique et ils utiliseront la solution de la même manière.

Q54. Pour la phase de la mise à l'essai qui se déroulera dans la région de la capitale nationale, est-ce nécessaire pour un représentant du soumissionnaire d'être sur place à Ottawa pendant la durée de l'essai?

R54 : Comme le précise l'alinéa 2.4 (d) dans la partie portant sur l'essai de référence, il peut être nécessaire pour un spécialiste de la solution de se rendre sur place dans les 48 heures lorsque le SCT le lui demande. Ainsi, un représentant du soumissionnaire ne devra pas être présent pendant toute la durée de la phase d'essai.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS.